

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article III-174

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

1. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union.

**2. En vue d'atteindre les objectifs fixés à l'article 3 de la présente constitution, l'Union agit pour compléter et pour coordonner les politiques nationales conduites dans ce domaine.**

L'action de l'Union, ~~qui complète les politiques nationales,~~ porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies, des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine. Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé ; **la surveillance, l'alerte et la lutte contre les menaces et les risques graves accidentels ou intentionnels qui peuvent avoir une dimension européenne.**

L'Union complète l'action menée par les États membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l'information et la prévention.

3. L'Union encourage la coopération entre les États membres dans les domaines visés au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action.

Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés au paragraphe ~~1~~ **2**. La Commission peut prendre, en contact étroit avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

4. L'Union et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.

5. ~~La loi ou la loi-cadre européenne contribue à la réalisation des objectifs visés au présent article en établissant des mesures qui permettent de faire face aux enjeux communs de sécurité, notamment :~~ **Conformément à l'article 11 de la présente constitution, les domaines de compétence partagée entre l'Union et les États membres concernent :**

- a) Des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et de substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang ; ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes ;
- b) **l'établissement de normes élevées de qualité et de sécurité des produits de santé et des dispositifs à usage médical ;**
- c) par dérogation à [l'ex-article 37], des mesures dans les domaines vétérinaire et

phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique ;

- d) l'établissement de mesures relatives aux produits ayant un effet nocif, grave et reconnu sur la santé, qui ont directement pour objectif la protection de la santé publique.**

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

**6.** La loi ou la loi-cadre européenne peut également établir des mesures d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social. **Les États membres demeurent toutefois libres, pour des motifs de santé publique, de maintenir ou établir des dispositions et des normes plus strictes que celles mises en œuvre dans le cadre de l'harmonisation.**

**7.** Aux fins énoncées dans le présent article, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut également adopter des recommandations.

**8.** L'action de l'Union dans le domaine de la santé publique respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

---